

Dossier

Paysans malgré tout !

Paysans malgré tout !

ESTELLE DELÉAGE

« Il n'existe plus, nous dit-on, de paysans, mais simplement des agriculteurs ou, mieux, des exploitants agricoles que rien d'essentiel ne distinguerait en principe des commerçants, artisans, industriels, petits, moyens ou grands. Comme ces derniers les exploitants agricoles, directement en prise sur le marché mondial, sont voués à la fatalité de la croissance et condamnés à rentabiliser leur entreprise ou à périr. Il n'est d'ailleurs pour s'en convaincre que de considérer la chute vertigineuse de la population rurale française depuis le début du siècle et, plus encore, depuis la fin de la seconde guerre mondiale^[1]. »

La fin des paysans annoncée depuis près de quarante ans dans les pays occidentaux et plus récemment sur le reste de la planète n'est pas une fatalité. Bien au contraire, ce qui est présenté par le discours politique dominant et les théories associées comme un processus irréversible, est en fait indissociable de la mise en œuvre d'un modèle de développement qui considère les paysans comme des éléments extérieurs à la modernité et donc comme des « résidus » de l'Histoire, condamnés à disparaître. Ce modèle de développement montre aujourd'hui ses limites en particulier sur le plan écologique et social. Limites critiquées et dépassées par de nombreuses expériences paysannes à travers le monde. Expériences qui font la preuve qu'il est possible de préserver une relation pérenne entre les sociétés et la nature et de transmettre une Terre habitable aux générations futures.

Paysan versus agriculteur ?

En Occident et en Europe en particulier, l'activité agricole a été perçue de l'an 1000 à l'an 2000 comme l'activité propre des sociétés paysannes au sens où l'entend Henri Mendras^[2]. Selon ce dernier, la caractéristique des sociétés paysannes est de jouir d'une autonomie relative au sein de la société qui les englobe. Fonctionnant pour l'essentiel au sein de collectivités locales structurées par des rela-

Estelle Deléage, agronome et docteur en sociologie, est chercheur au CNRS (UMR 6590 ESO) et *visiting fellow* à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). Elle est l'auteur de : *Paysans. De la parcelle à la planète. Socio-anthropologie du Réseau agriculture durable*, Syllepse, Paris, 2004.

[1] Alain Caillé, « La leçon des paysans : présentation », *Bulletin du Mauss*, n° 15, septembre 1985, p. 3.

[2] Henri Mendras, *Sociétés paysannes*, Armand Colin, Paris, 1976.

tions d'interconnaissance (de parenté ou de voisinage), ces sociétés paysannes ont pour objectif de reproduire une activité de production/consumption assurée au sein des groupes domestiques.

Dans les pays en cours d'industrialisation, l'activité agricole est encore aujourd'hui le plus souvent le fait des paysans. Au contraire, dans les pays industrialisés, depuis que l'espace rural ne constitue plus le « territoire des paysans » mais un territoire à usages et pratiques multiples, l'agriculture est progressivement devenue une activité industrielle animée par une logique purement comptable. Ainsi, en France par exemple, après la seconde guerre mondiale, dans un contexte de dépendance alimentaire, la modernisation de l'agriculture « devait » s'accomplir sans détour. Il s'agissait de faire définitivement sortir le paysan d'une société traditionnelle en utilisant le progrès technique comme outil d'émancipation humaine^[3]. Plus globalement, avec la généralisation du travail industriel, les paysans ont été et sont encore aujourd'hui considérés comme des êtres archaïques, et par suite, sont appelés à disparaître. Cette situation est intimement liée à une représentation dichotomique des figures du paysan et de l'agriculteur. En effet, avec la mise en modernité de l'agriculture, la plupart des théoriciens de la paysannerie ont accompagné et justifié l'élimination des paysans. Ainsi que l'expose Yves Dupont dans ce dossier à partir de l'analyse du processus d'intégration démocratique lié à l'avènement de la modernité, ce déracinement des paysans s'origine dans le déploiement d'un mouvement infini de modernisation des sociétés (et des écosystèmes).

Des travaux récents et notamment ceux de Bill Reimer et de David R. Dávila-Villers^[4] ne font que confirmer cette tendance. Ainsi, sous l'effet conjoint de l'industrialisation et de la libéralisation, dans les pays développés comme dans les pays en développement, on peut distinguer trois figures de la ruralité ou trois mondes ruraux, que ces auteurs décrivent de la manière suivante.

Le premier (Monde rural 1) correspond au monde des entrepreneurs. Cette minorité d'agriculteurs est compétitive et totalement insérée dans l'économie agro-alimentaire. Elle utilise l'ensemble des nouvelles technologies destinées au secteur agricole et bénéficie des soutiens publics (subventions et crédits divers versés aux agriculteurs européens dans le cadre de la Politique agricole commune par exemple). Son pouvoir économique lui confère un rôle déterminant dans la vie politique et sociale au niveau local comme au niveau international. Le second (Monde rural 2) comprend les agriculteurs familiaux et la paysannerie qui constituaient traditionnellement le socle de l'économie rurale. Ces agriculteurs ont de faibles niveaux de capita-

[3] Sur cette question, voir Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont, *Les champs du départ*, La Découverte, Paris, 1989.

[4] Travaux cités par Michel Pimbert *et al.*, « Global Restructuring, Agri-Food Systems and Livelihoods », *IIED Gatekeeper Series*, n° 100, 2001, p. 7-9.

lisation de telle sorte qu'ils sont sous la dépendance du complexe agro-industriel et qu'ils sont ainsi facilement fragilisés par la libéralisation et la concentration du secteur agro-alimentaire. Ces agriculteurs se diversifient parfois vers des activités qui sortent du cadre strictement agricole ou, pour une minorité d'entre eux dans les pays industrialisés, vers une agriculture « de niche » : développement de l'agritourisme et de l'agriculture biologique ou encore mise en place de circuits courts. Le troisième et dernier monde rural (Monde rural 3) regroupe les paysans à la limite de la survie, c'est-à-dire la couche sociale qui inclut la majeure partie de ceux qui souffrent encore aujourd'hui de la faim. Cette population relativement hétérogène est composée de paysans qui combinent agriculture de subsistance et activité non agricole. Ce troisième monde rural est le plus souvent exclu des programmes politiques malgré les discours des institutions internationales (Fonds monétaire international et Banque mondiale par exemple) qui prônent la mise en œuvre de stratégies de développement pour les plus pauvres. La logique de ce troisième monde rural est ainsi totalement opposée à celle du premier. Mais paradoxalement, les règles du commerce international conduisent ces deux mondes à se rencontrer sur un même marché globalisé.

En décryptant le discours de ces auteurs, on peut aisément regrouper ces trois figures en deux catégories opposées. La première comprend le Monde rural 1, le monde des entrepreneurs des pays développés, insérés dans l'économie de marché et utilisant les dernières inventions issues de l'innovation technologique comme les organismes génétiquement modifiés (OGM). À l'opposé (seconde catégorie), on trouve les paysans pauvres du Monde rural 3, situé pour l'essentiel dans les pays en développement. Ces derniers constituent déjà pour la plupart la force de travail exploitée des mégalo-poles en pleine explosion démographique. Le Monde rural 2, quant à lui, apparaît, selon les auteurs de cette typologie, comme un ensemble d'agriculteurs aux contours hétérogènes et dont l'avenir (mais est-ce vraiment un avenir ?) oscille globalement entre les deux autres mondes. Il s'agit donc globalement pour eux, soit de poursuivre leurs « efforts » de modernisation pour entrer dans le monde des entrepreneurs du Monde rural 1 (première catégorie), soit de continuer à se paupériser pour rejoindre celui des paysans déracinés du Monde rural 3 (seconde catégorie).

Ainsi, on retrouve finalement en arrière fond de cette typologie, l'opposition classique entre le monde de la tradition condamné à disparaître et celui de la modernité qui semble encore pour beaucoup, représenter l'avenir de nos sociétés. Opposition qui existe déjà au 19^e siècle dans les discours des agronomes qui, comme le décrit Nathalie Jas dans

ce dossier, déqualifient le paysan pour mieux imposer les sciences agronomiques alors naissantes, dans les pays occidentaux. Cette lecture binaire des sociétés rurales occulte finalement l'existence, au sein des mondes ruraux 2 et 3 d'agriculteurs-paysans. Agriculteurs *et* paysans en ce sens qu'ils combinent le plus souvent l'héritage positif de la modernité avec certains apports de la tradition et qu'ils contribuent ainsi à répondre de manière concrète aux impasses de l'agriculture productiviste mise en œuvre par la minorité d'entrepreneurs agricoles (Monde rural 1) situés pour l'essentiel dans les pays industrialisés.

La fin des paysans ?

Le déploiement de la modernité a ainsi accompagné celui des sociétés technoscientifiques au sein desquelles l'agriculture est progressivement devenue une industrie et ce, à l'origine, dans les pays développés. Les impasses écologiques et sociales de la mise en œuvre de cette logique comptable dans l'agriculture paraissent aujourd'hui évidentes.

Impasses écologiques avec en France par exemple les pollutions liées aux apports massifs d'engrais et de pesticides, les remembrements « à la hache », la surconsommation d'eau pour l'irrigation du maïs notamment, etc. La question qui se pose est donc bien de réfléchir à la mise en œuvre d'une autre agriculture qui limite les apports en intrants et non pas de maintenir de manière « forcée » une agriculture qui « agresse » la nature comme le propose encore aujourd'hui Dominique Bussereau, l'actuel ministre de l'agriculture français. En effet, selon ce dernier, les inquiétudes – liées à la sécheresse de l'été 2005 en France – des producteurs de maïs, culture très consommatrice en eau, pourront être levées, à l'avenir, par la mise en œuvre de réserves de substitution au manque de pluviométrie^[5] ! En réalité, si la sécheresse que connaissent de nombreux départements français est préoccupante, elle n'est pas liée uniquement au manque de pluviométrie. Il faut aussi l'attribuer aux pratiques de prélèvement des particuliers, des industriels et des agriculteurs. Parmi ces derniers, les maïsiculteurs^[6] n'hésitent pas à prélever dans les nappes phréatiques d'importantes quantités d'eau, ce qui accentue les déficits hydriques lorsque la pluviométrie diminue. C'est donc la production de maïs, qui alimente par ailleurs les élevages intensifs, qu'il semble nécessaire de remettre en cause.

Plus globalement, la crise écologique d'origine anthropique que nous connaissons depuis les années 1970 est liée à notre projet démocratique de fabriquer de la vie au moyen de la technique. Projet qui est par exemple aujourd'hui au cœur du programme nanotechnologique,

[5] Luc Bronner et Christiane Galus, « L'ouest de la France est particulièrement touché par la sécheresse », *Le Monde*, 3 août 2005, p. 6.

[6] La carte des départements sévèrement touchés par la sécheresse montre de manière éclatante que ces derniers correspondent pour l'essentiel aux zones de production intensive du maïs (sud-ouest de la France).

programme qui ne sera bientôt plus de la science-fiction comme le montre cet extrait d'un article relatif aux « avancées » permises par les nanotechnologies : « *L'œil rivé à son nanoscope 3D, Lee Whang ne peut s'empêcher de répéter inlassablement ce mot. En ce 7 août 2035, la scène qui le rend à la fois fébrile, incrédule et émerveillé mérite à l'évidence un tel qualificatif. Il est 2 heures du matin. Lee est seul. Le laboratoire des nanosciences de l'université de Shanghai est désert en cette période estivale. [...] Lee n'a pu s'y résoudre. Une sorte de pres-sentiment... Impossible de détourner le regard de la scène. Tremblant, le chercheur déplace lentement la pointe de son instrument. « Incroyable... » Ce qu'il observe n'est autre qu'une usine fonctionnant à l'échelle du nanomètre, c'est-à-dire du milliardième de mètre^[7]. » On sait que l'organisation de la matière à cette échelle modifie profondément ses propriétés physiques et chimiques, ce qui permet de développer de nouvelles fonctionnalités qui ouvrent à l'infini (car on travaille sur de l'infiniment petit) les possibilités d'applications. Par conséquent, si les nanotechnologies peuvent ouvrir des perspectives, elles portent également en elles le projet de fabriquer de la vie au moyen de la technique. Or, comme l'écrit à juste titre Jean-Pierre Dupuy : « *Celui qui veut fabriquer – en fait, créer – de la vie ne peut pas ne pas ambitionner de reproduire sa capacité essentielle, qui est de créer à son tour du radicalement nouveau^[8]. » Dans cette perspective, c'est vers la non-maîtrise de nos actes que nous nous dirigeons : « *La nature elle-même deviendra ce que l'homme en a fait, en y déclenchant des processus dont il n'a pas la maîtrise, à dessein^[9]. » C'est donc la question de notre rapport à la science et à la technique dont il est fondamentalement question ici. Ce qui est en cause « *ce n'est pas la science et la technologie en tant que telles, mais ce que la société fait de ce que la science et la technique lui apportent^[10]. » Les débats actuels relatifs à la fabrication et à l'utilisation des OGM dans l'agriculture posent avec une grande acuité cette question de notre rapport à la science et à la technique. Ainsi que le montre Jean-Pierre Berlan dans le dossier, au nom de la Science (c'est-à-dire en réalité au nom de certains intérêts économiques), depuis le 19^e siècle, les détenteurs du pouvoir politico-économique cherchent à privatiser le vivant et à déposséder le paysan de son savoir-faire. À l'heure de la mondialisation, ce combat entre le pot de fer et le pot de terre est particulièrement vif sur l'ensemble de la planète. Il se concrétise par exemple en France par l'action des faucheurs volontaires (encadré « Les faucheurs volontaires ») et, en Europe, par la mise en place d'un Réseau européen des régions sans OGM (encadré « Bruxelles, héraut des OGM en Europe »). On trouve des initiatives similaires dans d'autres pays du monde comme en Inde.****

[7] Michel Alberganti, « Nanogénération », *Le Monde*, 7-8 août 2005, p. 9.

[8] Jean-Pierre Dupuy, « Le problème théologico-scientifique et la responsabilité de la science », *Le Débat*, n° 129, mars-avril 2004, p. 182.

[9] *Ibid.*, p. 182.

[10] *Ibid.*, p. 179.

Dans le sud de ce pays, dans la région de l'Andhra Pradesh notamment, des expériences de démocratie délibérative permettent à des petits paysans de donner leur avis sur l'utilisation des OGM, c'est-à-dire de remettre en cause les orientations – liées à l'agriculture – prônées par certains bailleurs de fonds et par les choix politiques dominants^[11]. Plus fondamentalement encore, ces luttes paysannes mettent en évidence les impasses sociales de l'effacement des paysans.

Dans les pays industrialisés, cet effacement, déjà ancien, soulève en effet de nombreux problèmes. En France par exemple, il alimente un exode toujours présent dans les zones rurales « non attractives » pour des urbains en mal d'une campagne idéalisée. Alors qu'il y avait encore plus d'un million d'exploitations agricoles en 1988 sur le territoire français, il n'en restait plus que 664 000 lors du dernier recensement agricole en 2000, la population restante se trouvant confrontée à des crises à répétition et parfois, à des situations d'extrême précarité. Cette précarisation des agriculteurs est générale dans les pays développés. Aux Pays-Bas par exemple, en 1995 l'agriculture était la plus intensive d'Europe mais au prix d'une diminution spectaculaire de la population agricole au cours du dernier demi-siècle (de 750 000 à 75 000 entre 1950 et 1995), les agriculteurs restant étant souvent contraints de demander assistance auprès des services sociaux : « *D'après le compte rendu annuel de l'Institut d'économie agricole pour 1995, en quelque sorte le rapport annuel de la branche paysanne néerlandaise, le revenu moyen familial des éleveurs laitiers avait régressé au niveau de ce qu'il était douze ans auparavant. Pour cent florins dépensés, on comptait quatre-vingts florins de revenus. Chez deux éleveurs de porcs sur trois, les revenus étaient cette année inférieurs aux dépenses, et 40 % des entreprises étaient confrontées à des problèmes de trésorerie. [...] Le nombre de paysans qui se présentaient au guichet des services sociaux pour une allocation d'assistance sociale – une démarche qu'un paysan n'osait autrefois que rarement ou pas du tout entreprendre – doublait pratiquement chaque année. D'après le ministre, c'était la seule solution*^[12]. »

Enfin, cet exode agricole et rural touche également aujourd'hui l'ensemble de la planète et en particulier les pays qui connaissent une urbanisation « forcée ». En Chine notamment, l'explosion urbaine liée au développement industriel met des dizaines de millions de paysans sur les routes, avec comme seul horizon la vente, au gré du marché, de leur force de travail ! C'est ainsi sous le visage d'une « société désagrégée » que la Chine nous apparaît aujourd'hui : « *La faiblesse principale de la Chine est là, dans cet éclatement, cette déchirure, cette montée des inégalités sur fond de réapparition des identités de classe.*

[11] Sur ces expériences, voir Michel Pimbert, Tom Wakeford et Periyapatna V. Satheesh, « Des petits paysans et des marginaux ruraux s'expriment sur l'agriculture et les OGM », *La Revue Durable*, n° 6, juillet-août-septembre 2003, p. 34-39.

[12] Geert Mak, *Que sont devenus les paysans ?* Autrement, Paris, 2005, p. 91.

[...] *La Chine, officiellement « socialiste », est aujourd'hui un des pays les plus inégalitaires au monde, au point que certains analystes la comparent à l'Amérique latine. [...] Les chiffres sont éloquentes. Dans les années 1980, l'écart entre revenus urbains et ruraux était de 1,8/1. Il est passé à 3/1 en 2003, selon les chiffres officiels. En réalité, il est plutôt de 5/1, voire 6/1, si l'on intègre les multiples taxes imposées aux paysans. [...] [Cette situation] s'explique pour partie par la crise de l'économie rurale, la contraction des surfaces arables et les expropriations foncières des paysans livrés à la spéculation immobilière. Entre 1987 et 2001, 34 millions d'agriculteurs ont perdu leur terre alors qu'au même moment les services publics, santé et éducation, s'effondraient en raison du désengagement de l'État. Dans ces conditions, l'exode vers les villes s'accélère inévitablement. On estime ces migrants de l'intérieur à environ 100 millions de personnes. Si les revenus qu'ils renvoient au village permettent à leur famille de survivre, ces mingongs, comme on les appelle, découvrent un milieu urbain guère hospitalier et de plus en plus inégalitaire^[13]. »*

L'avenir du milliard de paysans qui cultive encore la terre à la houe se pose donc aujourd'hui avec une grande acuité, en particulier dans le cadre d'un processus de mondialisation qui creuse les inégalités entre le Nord et le Sud, entre les riches et les pauvres^[14]. Plus fondamentalement, le devenir des paysans sur l'ensemble de la planète interroge le processus moderne de séparation radicale entre l'universel, tel qu'il est conçu par le monde occidental et le particulier, tel qu'il est vécu par tous ceux qui aspirent à des modes de vie différents. Cette séparation s'inscrit dans un mouvement général d'inclusion/exclusion liée au déploiement d'un universalisme dont la réalisation implique la destruction de toutes les formes de particularismes. Dans un ouvrage très original, le philosophe Olivier Razac montre à ce propos le rôle que joue, depuis plus d'un siècle, le barbelé, symbole parmi d'autres de ce processus d'inclusion/exclusion: « *Le barbelé [inventé en Amérique du Nord en 1874] est l'élément d'un dispositif d'exclusion et d'inclusion. Sa fonction est toujours d'intensifier le partage entre le dedans et le dehors que produit un dispositif donné. [...] On peut donc s'interroger sur la façon dont le barbelé, de simple outil auxiliaire qu'il était, est devenu l'élément essentiel d'une frontière entre la vie et la mort, et donc sur son inscription dans les grands processus modernes de séparation radicale^[15]. »* Le barbelé comme marqueur de frontière revêt donc une fonction politique en ce qu'il représente un des fers de lance de la société capitaliste et industrielle: « *La Frontière américaine prend donc un tout autre sens que dans la mythologie politique de l'Ouest. Ce n'est pas la limite entre les lumières et l'obscur*

[13] Frédéric Bobin, « Une société désagrégée », *Le Monde*, 17 juin 2005, p. 12.

[14] Voir à ce propos « L'OMC de la faim », *Campagnes Solidaires*, n° 198, juillet-août 2005, p. I-VIII.

[15] Olivier Razac, *Histoire politique du barbelé*, La Fabrique, Paris, 2000, p. 68.

rité, la civilisation et la barbarie, mais entre les Blancs protégés parce que productifs et les Indiens exposés parce que contre-productifs^[16]. »

C'est contre cette séparation radicale entre particularisme et universalisme, c'est-à-dire entre Tradition et Modernité que des agriculteurs-paysans, ayant ou non opté dans un premier temps pour l'agriculture intensive, ont travaillé à la mise en œuvre d'une autre agriculture. Autre parce qu'elle combine l'héritage positif de la modernité avec certains apports de la tradition^[17].

Paysans malgré tout !

Paysanne, durable ou encore biologique, le projet de l'agriculture alternative au mouvement continu d'intensification des écosystèmes est ainsi la manifestation concrète de la possibilité de préservation d'une relation pérenne entre les sociétés et la nature. Dès le début des années 1970, dans un certain nombre de pays, la contestation des effets de l'intensification de l'agriculture s'organise. En France par exemple, le mouvement des Paysans travailleurs, cofondateur de la Confédération paysanne créée en 1987^[18], a initié une réflexion sur la possibilité de mettre en œuvre, au sein des sociétés modernes, une agriculture à la fois soucieuse des hommes et de la planète. Il s'agit donc, pour ces agriculteurs-paysans, de promouvoir une agriculture qui s'inscrit dans la perspective d'une transmission intergénérationnelle de la terre dans le cadre d'une solidarité horizontale c'est-à-dire d'une solidarité entre paysans des autres régions d'Europe et du monde. C'est dans cette perspective que les agriculteurs-paysans de la Confédération paysanne participent aujourd'hui à la Coordination paysanne européenne (CPE) – qui représente 18 organisations paysannes et rurales de différents pays européens – et qu'ils nouent des contacts réguliers avec d'autres organisations critiques du productivisme agricole comme le Réseau agriculture durable (Rad). Créés dans les années 1980 sous l'impulsion du retour de la gauche au pouvoir, les premiers groupes associatifs de ce réseau rassemblent des éleveurs en rupture avec le modèle agricole breton et engagés dans des systèmes herbagers autonomes et économes^[19]. Ces éleveurs, réunis dans les années 1990 au sein du Rad, ont fait de l'agriculture durable un *art de vivre*, en inventant des systèmes de production moins coûteux en intrants, créateurs d'emplois et permettant de nouer des rapports non instrumentaux au temps, à l'espace, au travail et à l'Autre. Pour ce faire, ils ont uni leurs forces en participant à différents mouvements associatifs comme le pôle Inpact^[20] (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale). Créé en 2001, ce pôle réunit des réseaux asso-

[16] *Ibid.*, p. 73.

[17] Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont, *op. cit.* et Estelle Deléage, *Paysans. De la parcelle à la planète. Socio-anthropologie du Réseau agriculture durable*, Syllepse, Paris, 2004.

[18] Sur l'histoire, le fonctionnement et les actions de la Confédération paysanne, voir l'ouvrage collectif : *Qu'est-ce que la Confédération paysanne ?* L'Archipel, Paris, 2005.

[19] Voir à ce propos les ouvrages d'André Pochon, l'un des pionniers de ces systèmes herbagers, et en particulier : *Les champs du possible. Plaidoyer pour une agriculture durable*, Syros, Paris, 1998.

[20] Pour une présentation de ce pôle associatif, voir www.afip.asso.fr/Agri/societe.htm.

ciatifs agricoles et ruraux français qui veulent promouvoir, faire reconnaître et développer l'agriculture et le développement rural durables. Convaincus également de la nécessité de se regrouper pour donner plus de cohérence aux alternatives à l'intensification de l'agriculture (encadré « Cohérence ») et pour faire face à une agro-industrie puissante, c'est-à-dire à une situation peu propice au développement d'une agriculture durable (encadré « Paradoxes de l'agriculture biologique en France »), certains de ces agriculteurs-paysans ont pris part à la constitution d'un mouvement paysan international, Via Campesina. Créé au début des années 1990, il est composé d'organisations paysannes de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes ainsi que de communautés indigènes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe^[21] qui tentent de mettre en œuvre, contre vents et marées, une autre agriculture que celle imposée par la logique industrielle et marchande dominante. Cette agriculture permet à la plupart de ceux qui la pratiquent d'être économes et autonomes et d'échapper pour partie à l'érosion démographique qui touche le monde paysan. Ainsi, dans un contexte sociopolitique international qui leur est pourtant particulièrement défavorable (soutiens financiers destinés principalement à l'agriculture intensive) et qui les pousse donc à devenir dépendants du système agro-industriel ou à disparaître, ces agriculteurs familiaux font la preuve qu'il est possible de pratiquer une agriculture paysanne et moderne. Caractérisée par une très grande « plasticité », comme le montrent dans ce dossier Catherine Darrot et Christian Mouchet à propos de la paysannerie polonaise, cette agriculture multidimensionnelle^[22] constitue une voie d'avenir pour tous ceux qui se préoccupent du devenir des paysans c'est-à-dire plus fondamentalement de celui de la Planète.

Cette agriculture est déjà pratiquée par de très nombreux paysans à travers le monde. Paysans qui, en adaptant au mieux leurs pratiques aux écosystèmes locaux, ont mis au point une agronomie d'une remarquable ingéniosité comme le présente Marc Dufumier dans ce dossier. Cette agronomie qui repose sur des associations complémentaires de cultures et d'élevages puise en effet ses sources dans la complexité même du vivant. Construite à partir d'un savoir-faire transmis et fructifié de génération en génération, elle est également mise en œuvre dans des pays où la spécialisation des cultures et des élevages semble être devenue la norme. Ainsi par exemple, près de 60 % des exploitations agricoles ont encore moins de cinq hectares au sein de l'Union européenne^[23]. Or ce sont souvent les « petites fermes »^[24] qui constituent le terreau de cette agriculture diversifiée, soucieuse à la fois des hommes et de la Terre : « *Installer et garder les petites fermes c'est*

[21] Pour une présentation de Via Campesina, voir www.viacampesina.org.

[22] Sur le caractère multidimensionnel de l'agriculture paysanne, familiale, durable, etc., voir par exemple Estelle Deléage, *op. cit.*, à propos du rapport de l'agriculture durable à la technique, à l'économique, au politique et à la culture.

[23] Confédération paysanne et Coordination paysanne européenne, *Actes du séminaire européen politiques agricoles et petites fermes des 28 et 29 octobre 2004*, Confédération paysanne, Bagnolet, 2005, p. 7.

[24] Le terme de « petite ferme » correspond à la combinaison de plusieurs facteurs qui ne se réduisent pas à la surface de l'exploitation. C'est le caractère autonome et économe de l'activité agricole qui y est pratiquée qui semblerait constituer l'élément commun à ces dernières.

choisir la vie, c'est choisir la diversité. Nous refusons l'érosion génétique qui fait qu'aujourd'hui seulement 150 espèces végétales nourrissent la planète et 12 cultures apportent 80 % des besoins énergétiques d'origine végétale. Nous sommes là pour témoigner de notre métier de paysan, paysanne dans les petites fermes. Nous représentons une partie du patrimoine terrestre et nous avons la responsabilité de le préserver, de le faire fructifier et de le transmettre. Nous sommes l'avenir car nous avons entre nos mains des trésors [...] parce que nous sommes encore dans la reproduction, l'échange et le respect. Nous devons être ces milliers de petites graines de vie et de projet, porteuses d'avenir^[25]. »

L'agriculture des petites fermes constitue donc une forme de résistance viable à l'extension sans fin des « grandes exploitations capitalistes, spécialisées et expulsives » selon l'expression de Marc Dufumier. Les gérants de ces grandes exploitations latifundiaires y développent en effet des systèmes d'exploitation spécialisés, peu soucieux de l'environnement et étroitement dépendants des marchés internationaux. Systèmes qui s'opposent donc aux multiples formes de polyculture-élevage caractérisant des agricultures familiales créatives.

Ainsi, l'agriculture que souhaitent mettre en pratique tous ces agriculteurs-paysans relève bien d'un projet qui puise dans la tradition pour mieux construire l'avenir afin, entre autres, d'enrayer l'hémorragie silencieuse que vivent les campagnes : « Ici [dans un village de Frise], avant, et cet avant n'est pas loin, on transportait le lait sur une barque, les maisons étaient peuplées de vies et de destins, de rires et d'événements quotidiens, il y avait des fermiers certes, mais aussi tout ce maillage social qui rend l'existence possible ensemble. Des bouchers et un marchand de légumes, une école donc des enfants à éduquer, un bureau de poste donc des lettres à recevoir, à envoyer. Et aussi, comme dans tout village qui se respecte, un café, Aux Armes de Baarderadeel, qui tenait lieu aussi de salle de théâtre. Le village était rempli de petits commerçants et d'artisans, marchands de vélos, marchand de pétrole, sans oublier la bibliothèque. Et il y avait bien sûr un cimetière puisque, comme le dit Peet De Groot, une figure des lieux : « Un jeune peut mourir, un vieux doit mourir. » Mais ce « devoir » d'en finir n'était pas limité aux hommes et à leur carcasse humaine. Entre les années 1950 et aujourd'hui, les habitants du village, équipés désormais de vive électricité comme pour mieux se regarder partir (« On n'a pas fini d'en voir ! » disaient les gens en jetant leurs vieilles lampes à pétrole), ces habitants ont assisté à l'irruption de la modernité flanquée de son universelle compagne : la solitude. [...] De cette nouvelle donne est née la souffrance de ceux qui sont restés coûte que coûte accrochés à leur terre, en prenant conscience, comme l'écrit très

[25] Confédération paysanne et Coordination paysanne européenne, *op. cit.*, p. 48.

joliment Geert Mak, que l'agriculture n'était plus le liège sur lequel flottait l'économie du village^[26]. » Hémorragie à laquelle tentent de résister – comme ce dossier essaie de le montrer^[27] – ceux qui n'entendent pas assister à leur propre liquidation en toute passivité, ceux qui continuent donc à être des *paysans malgré tout* ! Paysans pour qui la terre est un moyen de vivre et non un capital à rentabiliser et qui mettent ainsi en œuvre une agriculture qui s'apparente à la culture au sens où l'entend Hannah Arendt : « *Le mot « culture » dérive de colère – cultiver, demeurer, prendre soin, entretenir, préserver – et renvoie primitivement au commerce de l'homme avec la nature, au sens de culture et d'entretien de la nature en vue de la rendre propre à l'habitation humaine*^[28]. »

[26] Éric Fottorino, « Le grand déménagement », postface à l'ouvrage de Geert Mak, *op. cit.*, p. 270-271.

[27] Je remercie Magali Reinert, responsable de rédaction de la revue *Transrural Initiatives*, pour son aide à la réalisation des encadrés de ce dossier.

[28] Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Gallimard, Paris, 1999, p. 271.